

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

janvier 2018

globule rouge
INFO

UN CRI ET DES MOBILISATIONS !

Depuis des mois et des années, la commission *Santé/protection sociale* du PCF alerte sur les conséquences de la logique financière sur la réponse aux besoins de santé de la population.

Les différentes lois, notamment celle de Bachelot, mais aussi celle de Touraine, ont poursuivi et aggravé cette dérive conceptualisée depuis le plan Juppé...

Les député-e-s communistes ont pris l'initiative d'une rencontre le 10 janvier qui s'est traduit par un cri d'alarme et de colère... Ce même jour, les secrétaires départementaux ont insisté sur la nécessité de porter une campagne pour l'hôpital public, pour la santé publique... La journée prévue le 30 jan-

vier dans les EHPAD sera dans ce moment-là...

L'atelier prévu lors des États généraux du progrès social sera aussi un rendez-vous utile.

Le tract proposé par la commission, sur lequel nous revenons dans ce numéro, est bien en phase avec ce besoin de mobilisation.

C'est aussi ce que portent les camarades de la commission qui participent de manière très mobilisatrice aux différents collectifs pour la protection sociale,

pour la défense des établissements de santé, des services publics...

La vie est plus forte que les logiques financières, c'est

ce que Wilhem, un bébé né à 3 heures du matin le jour de la fermeture annoncée de la maternité de Die, est venu rappeler à sa façon ! Que toutes celles et tous ceux qui justifient les fermetures des établissements en tirent analyse !

Alors, plus que jamais, bonne santé en 2018 !

Maryse Montangon



la
prochaine
réunion de la
commission

**Santé
Protection
sociale**

aura lieu le

**samedi 17 février
de 9 à 16h au CN du PCF**

merci de confirmez
votre participation à : sante@pcf.fr

RÉUNION DU 9 DÉCEMBRE

RETOURS SUR LES TRAVAUX

La commission s'est réunie le 9 décembre. Elle a notamment travaillé sur le concept et la bataille du « 100% sécurité sociale ». Les textes seront prochainement sur les pages du site Internet spécifique de la commission santé.

Des camarades de la commission travaillent au sein de la *Convergence des services publics*, avec d'autres organisations, au projet d'un *Manifeste pour une santé 100% sécu du XXI^e siècle*. Il sera bientôt disponible. Cette convergence autour de la nécessité et le besoin du 100% sécu répond à notre démarche de rassemblement dans les luttes et représente une avancée majeure.

Pour autant, dans ce projet de manifeste, si le 100% sécu comme réponse aux besoins de santé est bien perçu unanimement comme une exigence, le volet de la protection sociale comme vecteur du développement économique est quant à lui l'objet de multiples divergences et de fait les propositions concernant son financement le sont aussi.

C'est pourquoi il nous faut continuer à travailler la crédibilité de nos propositions, sur ce que nous mettons derrière le 100% sécu nous communistes afin de pouvoir les porter dans les débats avec les autres, à la Convergence comme ailleurs.

Nous travaillons à une note sur les retraites ainsi qu'à un appel à la mise en place d'un pont commun de résistance au projet Macron.

Une invitation aux organisations à participer aux États généraux du progrès social le 3 février 2018 est prévue afin de présenter notre démarche d'appel à un collectif de luttes le plus large possible.

Un groupe de travail sur la protection sociale/emploi-formation va être proposé à la commission économique.

Un tract sur l'hôpital a été élaboré et sera mis à disposition dans les suites de l'initiative prise par le groupe à l'Assemblée nationale le 10 janv. 2018.

Une journée d'étude sur l'hôpital est également actée et se concrétisera après le 3 février 2018 et les initiatives des États généraux du progrès social.

Une rencontre avec les responsables MJCF et UEC sur la protection sociale et la santé des jeunes et des étudiants est prévue pour début février.

Toutes les interventions du colloque sur *Le droit à la protection sociale pour tous les peuples* des 23 et 24 novembre 2017 sont accessibles sur les pages sante.pcf.fr

Enfin, notez dès maintenant la date de la prochaine commission nationale santé-protection sociale, le samedi 17 février 2018 à Colonel-Fabien.

LE POINT DE PRESSE DES DÉPUTÉ-E-S SUR LA JOURNÉE DU 10 JANVIER



10 Janvier, aujourd'hui, les députés ont rencontré à l'Assemblée une centaine d'acteurs de la santé, des hommes et des femmes qui font vivre au quotidien l'hôpital public, sur le thème **L'hôpital en danger, une politique à refonder.**

Ils se feront le relais de leurs attentes en interrogeant la ministre de la Santé à l'occasion de la semaine de contrôle qui débute le 15 janvier.

Hubert Wulfranc
Jean-Paul Dufrière
Sébastien Jumel
Pierre Dharréville
Alain Bruneel
Elsa Faucillon



INDRE-ET-LOIRE

POUR UNE PROTECTION SOCIALE ET UN SYSTÈME DE SANTÉ DU XXI^e SIÈCLE

Plus de cinquante personnes se sont réunis le 12 décembre 2017 à Chargé, petite commune viticole contiguë à la ville d'Amboise en Indre-et-Loire. Construire une protection sociale et un système de santé du XXI^e siècle en était le thème principal.



Élus, maire, citoyen, militants communistes ont échangé avec Évelyne Van der Heym, membre de la commission nationale Santé du PCF, sur le devenir du centre périnatal de l'hôpital d'Amboise, en articulation avec les attaques plus générales portées à l'ensemble de notre système de santé et de protection sociale.

Au cœur du débat, des propositions constructives sont abor-

dées, visant à obtenir le remboursement des soins à 100% par la sécurité sociale, la refondation du financement de l'ensemble de protection sociale, une volonté partagée de mettre fin aux regroupements d'hôpitaux.

Une bonne manière de participer à l'élaboration d'un contreprojet autour de la gratuité, proximité, universalité de la protection sociale et contribuer à la préparation des États généraux du progrès social le 3 février à Paris.

Un collectif s'est constitué à l'issue de cette assemblée afin de poursuivre cette réflexion engagée avec la population et décider d'actions fortes pour faire entendre leur voix.

François Lemarie

coordinateur départemental de la fédération du Parti communiste d'Indre-et-Loire

parole d'élus

Glyphosate jusqu'à quand allons-nous temporiser avec la chimie en agriculture ?



par **Stéphane Le Bot**
élu PCF à Cussac-Fort-Médoc

Le glyphosate, herbicide mondialement utilisé créé par Monsanto et aujourd'hui tombé dans le domaine public, vient de voir son autorisation de mise sur le marché prolongée pour 5ans par la Commission européenne, allant à l'encontre du vote du Parlement européen favorable à une prolongation seulement pour 3 ans et ne tenant pas compte des très nombreuses études dont celle du CIRC le classant comme cancérigène probable pour l'homme.

Alors que, pendant des décennies, les firmes de la chimie sont apparues comme des bienfaitrices de l'humanité permettant de nourrir massivement la planète, de soigner, de combattre les maladies, de faciliter le travail des agriculteurs, viticulteurs ou arboriculteurs et ainsi leur assurer des revenus confortables, aujourd'hui le peuple, les salariés agricoles et les petits paysans ont le sentiment d'avoir été bernés, trahis. Ils ont surtout le sentiment d'avoir été empoisonnés durant toutes ces décennies avec la complicité silencieuse de l'État. Aujourd'hui les Monsanto Papers ont révélé des documents confidentiels mettant à jour des décennies de manipulation et de faux rapports scientifiques sur le glyphosate notamment. Tout le monde savait et les États ont aisé faire.

La collusion est manifeste et les États ne font pas l'effort d'une expertise indépendante ! Depuis une dizaine d'année, quelques lanceurs

d'alerte dont ici en Gironde, Valérie Murat et Marie Lys Bibeyran, qui ont chacune perdu un membre de leur famille travaillant dans la viticulture, ont tiré la sonnette d'alarme en pointant du doigt des produits responsables du décès prématuré de leur proche.

Loin de sortir des pesticides, la Gironde connaît une très forte exposition aux produits phytosanitaires dont les plus agressifs sont utilisés en viticulture ou en arboriculture. Ainsi, c'est un total de 3000 tonnes de pesticides vendus en Gironde en 2016 dont 226 tonnes de glyphosate, soit 7 tonnes de pesticides pulvérisés par jours !

Aujourd'hui la santé publique est menacée et ce sont des dizaines de cas de cancer de leucémies infantiles qui risquent de se déclarer dans les années qui viennent chez les salariés et les riverains de cette agriculture intensive et chimique.

En aucun cas l'alternative ne doit être chimique ! Aujourd'hui, il nous faut construire les bases d'une agriculture propre, locale en circuit court où les paysans maîtrisent leur récolte mais aussi sa transformation via, peut-être, des coopératives pour que ce soit eux qui empêchent la plus value liée à la transformation et non les grands groupes agroalimentaires.

Réinventons notre agriculture et redonnons le pouvoir aux paysans, dans leur savoir-faire pour produire de la qualité en respectant leur terroir, leur santé et celle des populations.

LA FIÈVRE MONTE

STOP À LA FOLIE DES FERMETURES !

Un tract du PCF a été réalisé pour aller résolument à la rencontre des personnels, des usagers, des élu-e-s du monde hospitalier.

Les secrétaires départementaux ont confirmé début janvier l'état d'urgence dans les hôpitaux, la nécessité de s'exprimer, de partager nos analyses et propositions. C'était une décision de la commission depuis plusieurs réunions, c'est fait.

Le tract revient sur les multiples mobilisations locales qui ont émaillé l'année 2017... Il précise notre appréciation des responsabilités lourdes des gouvernements depuis des années, de la logique financière...

à l'hôpital public

L'offre de soins hospitalière publique devient aujourd'hui un enjeu de première importance...

Le tract réaffirme nos propositions pour ici et maintenant, pour ouvrir des perspectives, pour redonner de l'espoir.

Il démontre que les financements sont possibles, qu'il s'agit de choix politiques et non de fatalité...

L'atelier du 3 février au matin dans le cadre des États généraux du progrès social sera aussi une étape utile dans cette démarche.

Le *Globule rouge* est disponible pour partager les initiatives de distributions de tracts, de rencontres, de débats dans les hôpitaux et dans les *Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes*...

les cocos dans les collectifs locaux

MONCEAU-LES-MINES toutes et tous ensemble pour le Centre hospitalier

Stratégie nationale de santé 2018-2022. Dans l'introduction il est affirmé « *La stratégie nationale de santé s'inscrit dans le cadre économique et financier fixé par le gouvernement pour un rétablissement durable de la situation des finances publiques* ». Concernant la « *recomposition hospitalière* », il est affirmé comme nécessaire de « *poursuivre le virage ambulatoire et développer les alternatives à l'hospitalisation conventionnelle, accélérer la mise en place des groupements hospitaliers de territoire...* ».

Projet régional de santé 2018-2027. Le premier volet du PRS concernant le Cadre d'orientation stratégique (COS) à 10 ans affirme notamment la spécialisation des établissements de santé et la concentration des plateaux techniques, « *L'hôpital se transforme notamment avec la prise en charge ambulatoire ou de l'hospitalisation à domicile* ». Le COS insiste sur la nécessité du « *retour à l'équilibre des comptes des établissements de santé* », notamment par la recherche de la taille critique des établissements et le regroupement des plateaux techniques. Le COS attire l'attention aussi sur « *la vétusté des certaines structures* » et « *le taux d'occupation des lits au-dessous de la cible nationale* ». Cette orientation s'inscrit dans la stratégie de la territorialisation de l'offre des soins. Celle-ci se concrétise avec la mise en place des Groupements hospitaliers de territoire. L'Agence régionale de Santé (ARS) envisage la fusion des trois établissements publics : Chalon-sur-Saône, Montceau-les-Mines et Autun. Notre Centre hospitalier deviendrait un établissement spécialisé en Soins de suite et réadaptation (SSR) et en Gériatrie.

Les exigences du COPERMO. Le Comité interministériel (santé, finances publiques, budget,...) de performance et de la modernisation de l'offre de soins est l'instrument du gouvernement pour faire

appliquer sa politique de santé via les ARS. Le COPERMO exige le retour à l'équilibre financier de notre Centre hospitalier (déficit de 4 millions d'euros en 2016 et 27 millions de déficit cumulé). Ces « déficits », fabriqués par la mise en place de la Tarification à l'activité (T2A), ne sont-ils pas le moyen pour pousser notre Centre hospitalier vers la spécialisation SSR-Gériatrie ? Notre Centre hospitalier (MCO: médecine, chirurgie, obstétrique), après les suppressions des services, notamment de l'unité des soins intensifs (2007) et de la maternité (2009), transférant la chirurgie et le Centre périnatal de proximité à Chalon-sur-Saône, deviendrait un hôpital local (M), sans le service des Urgences actuel.

Pour une santé de proximité et de qualité !

Après la loi Bachelot de la présidence de Nicolas Sarkozy et la loi Touraine du quinquennat de François Hollande, qui ont aggravé le désastre sanitaire, le renoncement aux soins et les déserts médicaux, le gouvernement d'Emmanuel Macron poursuit la même politique de restriction budgétaire, ouvrant le secteur de la santé à la concurrence et à la marchandisation. L'hôpital public est malade des politiques d'austérité : suppression de postes et de lits, fermetures de services dans les hôpitaux de proximité, délais d'attente insupportables pour les malades, conditions de travail insoutenables pour les salariés au bord de l'épuisement. Alors qu'il faudrait au contraire créer des postes, former des personnels, pour répondre aux besoins de la population, pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales qui entravent l'accès aux soins, pour accompagner dignement le vieillissement et la perte d'autonomie, le handicap.

Notre Centre hospitalier en danger !

La section du PCF appelle à participer aux initiatives prises par le Collectif de défense des usagers de l'hôpital (Codef).